

Source : <http://finance-watch.org/informer/blog/1515-legal-duties-investors-for-sustainable-finance-french?lang=fr>

Téléchargement 09 02 2018

Votre épargne doit-elle financer un avenir durable ou une “économie burn-out” ?

Date de publication: 8 février 2018

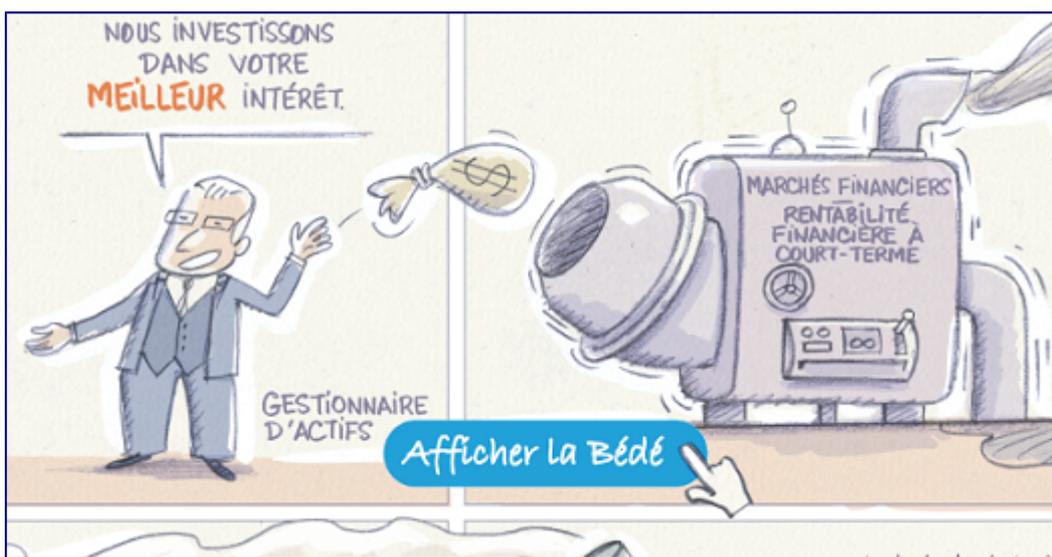
Auteur: [Pablo Grandjean](#)

Actuellement, le “meilleur intérêt” de l’investisseur est défini comme le rendement financier maximal obtenu tout en ajustant le niveau de prise de risque au profil du client. Cette définition ne prend nullement en compte l’impact desdits investissements sur l’avenir de l’investisseur ou celui de ses enfants.

Quand un professionnel de la finance conseille un investisseur, il est légalement tenu de s’en tenir au “meilleur intérêt” de son client. Sa définition n’inclut pas encore de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG). Elle signifie simplement “équilibrer le risque financier et la maximisation du profit” en fonction des objectifs de l’investisseur.

Mais comme en témoignent de nombreux cas, des considérations extra-financières comme le risque climatique (Voir l'exemple du [mouvement de désinvestissement](#)), les mauvaises pratiques de gouvernance (Voir le [cas récent du Crédit Suisse au Mozambique](#)) ou des rumeurs liées au non-respect des droits de l'homme peuvent avoir un impact majeur sur la rentabilité financière. Dit autrement, même du point de vue de la définition traditionnelle du "meilleur intérêt", **une approche logique de la maximisation du profit devrait inclure un reporting sur la durabilité selon les critères ESGs** : ces deux notions, loin de s'opposer, sont complémentaires.

-> Voir notre mini-bédé pour une visualisation du problème de la définition du "meilleur intérêt" de l'investisseur



De plus, la prise en compte des critères de durabilité peut apporter des bénéfices non-financiers qui ne sont PAS reflétés dans les modèles standards. Un investisseur devrait être à même d'estimer les

impacts extra-financiers de ses décisions d'investissement et devrait avoir la possibilité de distribuer ses propres choix d'investissement selon des critères financiers et extra financiers. Ce serait un minimum à attendre d'un conseiller financier dans le contexte de crises sociales et environnementales qui s'aggravent, au moment où même les leaders politiques mondiaux se sont enfin mis d'accord sur des Objectifs de Développement Durable (ODDs) et sur une feuille de route climatique avec l'accord de Paris.

La Commission Européenne [a récemment lancé une consultation](#) : les critères de durabilité doivent-ils ou non être inclus dans la définition des obligations légales des gestionnaires d'actifs et des investisseurs institutionnels. Aux côtés de rares ONGs, Finance Watch et ses membres ont fait valoir ces aspects [dans sa réponse à la consultation](#), tandis que l'industrie financière, dont la force de frappe en lobbying à Bruxelles est forte [de plus de 1700 employés](#), a probablement très massivement fait valoir son intérêt bien compris sur le sujet. Il s'agit certes d'une question technique, mais influencer la définition européenne des obligations légales des gestionnaires d'actifs **pourrait résulter en la réorientation de milliards d'euros^[1] vers la transition énergétique, le logement social ou d'autres investissements dont l'Europe a cruellement besoin**. C'est un cas d'école qui montre pourquoi les citoyens et les associations doivent s'intéresser à la régulation financière et travailler sur les **liens entre finance et société** ; pourquoi nous devons unir nos forces pour obtenir une vraie transition vers un système financier durable et sûr. Il est temps de construire un mouvement collectif pour [#ChangerLaFinance](#).

En savoir plus :

- Notre [réponse à la consultation de la Commission Européenne](#) sur les obligations légales des investisseurs institutionnels et des gestionnaires d'actifs (anglais)
- Notre [position sur la finance durable](#) : Six priorités pour construire le système financier d'un monde durable
- Notre [dernier billet](#) sur l'idée de la Commission d'implémenter le Green Supporting Factor
- Une [vue d'ensemble des outils possibles pour rendre la finance verte](#), par notre membre le Secours Catholique.

^[1] Le volume total des actifs en gestion au niveau mondial était de [85 trillions](#) de dollars (Oui, trillions) fin 2016. Pour l'Europe, on parle d'environ [23 trillions](#) d'euros.